

La campagne présidentielle prend de l'élan

A l'approche du scrutin présidentiel du 5 novembre, les principaux candidats préparent leur plateforme et commencent à mobiliser l'opinion. Le président sortant Bill Clinton, qui devance nettement le sénateur Bob Dole dans les sondages, souligne les résultats positifs obtenus par son gouvernement sur le plan économique et dans le domaine de la politique étrangère. Le sénateur Bob Dole a quant à lui annoncé le slogan de sa campagne : « Un homme meilleur pour une Amérique meilleure ». La campagne présidentielle ne prendra son véritable essor qu'à l'issue des conventions démocrates et républicaines qui se tiendront en août, mais plusieurs questions dominent déjà le débat politique. Si la défense des valeurs morales et familiales s'affirme comme le thème majeur de la campagne, Bill Clinton et son probable rival dans la course à la Maison Blanche s'affrontent sur d'autres sujets, notamment le commerce extérieur et la politique d'égalité des chances en faveur des minorités.

Au cours des mois derniers, républicains et démocrates

s'étaient déjà affrontés sur le retour à l'équilibre budgétaire, et les programmes Medicare (assurance-maladie pour les personnes âgées), Medicaid (protection sociale des



Bill Clinton

plus démunis) et l'aide sociale étaient au cœur du débat. Si les deux camps estiment qu'il est urgent de diminuer la facture sociale, les solutions qu'ils proposent varient considérablement. Pour le candidat républicain, l'Etat-providence, hérité des réformes mises en œuvre par le président Franklin Roosevelt dans les années 1930, est en faillite. Bob Dole

propose des solutions radicales : c'est aux contribuables, non plus à l'Etat, de décider comment leur argent doit aider les plus démunis.

Plus nuancés, les démocrates se prononcent en faveur de la responsabilisation des bénéficiaires de l'aide sociale. Bill Clinton, qui dès 1992 s'était engagé à réduire les dépenses sociales, a apporté son soutien à un projet-pilote lancé dans le Wisconsin et prévoyant la limitation dans le temps de l'allocation destinée aux familles avec enfants à charge (dont bénéficient treize millions d'Américains).

Dans le domaine du commerce extérieur, les spécialistes s'accordent à dire que si Bob Dole est élu, il reprendrait la plupart des grands thèmes développés par le président Bill Clinton. « Il s'agit surtout de nuances en termes de calendrier et de priorités plutôt que d'un véritable changement de cap. » Si les divergences entre les deux candidats ne sont pas considérables, les partis qu'ils représentent sont en revanche très opposés sur la question du commerce, fait remarquer Paul

Sommaire

La campagne présidentielle prend de l'élan	1
Les tendances politiques des Afro-Américains	4
La FEC : un contrôle strict	4
<i>Politique étrangère</i>	
Une approche commerciale coordonnée	5
<i>Agriculture</i>	
Favoriser le développement des marchés locaux	6
Sécurité alimentaire, aide et développement	7
<i>Economie</i>	
Le G7 allège la dette des pays pauvres	9
La dette africaine en chiffres	10
<i>Démocratie</i>	
Un rôle nouveau pour la femme africaine	11
<i>Santé</i>	
Washington renforce la lutte contre les maladies infectieuses	13
La MESAB : accroître les compétences humaines	14
<i>Société</i>	
Habitat II : préparer l'avenir des villes	15
L'USAID : un partenariat plus étroit avec le secteur privé	16
<i>Développement</i>	
Corruption : une bataille discrète qui fait de plus en plus de bruit	17
Ennemie du développement	18
<i>Environnement</i>	
La protection de la faune africaine	19
<i>Sports</i>	
Atlanta, capitale olympique	21

AFRIQUE ETATS-UNIS est une publication bimestrielle des Services américains d'information et de relations culturelles (USIS), ayant pour but de faire connaître les événements politiques, économiques et culturels aux Etats-Unis ainsi que les relations entre Washington et l'Afrique. Certains articles ne reflètent pas nécessairement les points de vue du gouvernement américain, et ne peuvent être reproduits sans autorisation.

– suite de la page 1

Barfield, chercheur à l'American Enterprise Institute. Malgré les idées protectionnistes mises en avant par Pat Buchanan, le parti républicain «reste le parti du libre-échange. Et il est plus internationaliste que le parti démocrate sur le plan économique.» Quel que soit le prochain Président des Etats-Unis, la pression s'accroît dans les milieux d'affaires internationaux en faveur d'une nouvelle série de négociations multilatérales sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). M. Clinton, pour sa part, a déclaré que de nouvelles négociations seraient prématurées, et que les structures acquises ne devaient pas être remises en question.

Autre sujet sur lequel le Président et le sénateur Dole ont des positions divergentes, les programmes d'action positive – mesures antidiscriminatoires mises en place il y a une trentaine d'années afin de faciliter l'insertion des minorités dans l'industrie, dans l'administration et dans les universités – dominant l'actualité politique américaine depuis quelques mois. Ainsi qu'il l'avait déclaré il y a un an, M. Clinton estime que si la législation peut être modifiée, il n'est en revanche pas question de supprimer les programmes existants.

Les conservateurs soutiennent que ces programmes (au nombre de 260) ont dépassé leur objectif initial et coûtent des milliards de dollars à mettre en œuvre. Pour les démocrates, l'égalité des chances ne se mesure pas seulement en dollars. Selon les estimations du département du Travail, deux salariés sur trois seront des femmes ou des membres des minorités dès le début du XXI^e siècle.

«Contrairement au débat sur le «politiquement correct» ou sur le multiculturalisme, les programmes



Bob Dole

d'action positive mobilisent l'opinion car une partie importante de la population américaine y a un enjeu personnel», affirme Nicolaus Mills, auteur d'un ouvrage sur la discrimination positive.

Fermentement opposé au principe de l'action positive, Bob Dole avait apporté son soutien à une initiative de la Californie – sur laquelle les électeurs de cet Etat se prononceront en novembre – visant à supprimer tout système de quotas dans l'emploi et l'enseignement fondé sur des critères raciaux ou ethniques. Il a récemment adopté une position plus conciliante en vue de rallier les républicains modérés et les centristes. Le sénateur aurait également renoncé à donner son

aval à un projet de loi destiné à éliminer les programmes d'action positive au sein du gouvernement fédéral.

A moins de trois semaines de l'ouverture à San Diego (Californie) de la convention du parti républicain qui doit nommer son candidat à l'élection présidentielle, un sondage réalisé par CNN et USA Today, publié le 22 juillet, révèle que le président sortant Bill Clinton devance le sénateur Bob Dole dans la course à la Maison Blanche d'une vingtaine de points dans les intentions de vote. Certains électeurs reprochent à M. Dole son manque de brio et sa position changeante sur les questions délicates de l'avortement et de l'égalité des chances.

Membre du Congrès depuis trente-cinq ans, Bob Dole s'est démis de ses fonctions en juin pour se consacrer entièrement à la campagne présidentielle. Il a choisi Susan Molinari, qui représente l'Etat de New York à la Chambre, pour prononcer le discours-programme du parti républicain lors de la convention nationale.

Le sénateur Trent Lott, républicain conservateur du Mississippi, a succédé à M. Robert Dole en tant que chef de la majorité au Sénat.

DEUX CANDIDATS POUR LE PARTI DE LA RÉFORME

Le milliardaire Ross Perot, fondateur du parti de la Réforme, a annoncé sa candidature à l'investiture de son parti en vue de l'élection présidentielle de novembre. M. Perot, qui avait obtenu 19% des voix en tant que candidat indépendant lors du scrutin présidentiel de 1992, sera opposé à Richard Lamm, ancien gouverneur du Colorado.

La convention nationale du parti de la Réforme se déroulera en deux temps. Les candidats à l'investiture présenteront leur plateforme le 11 août à Long Beach, en Californie, et le choix des électeurs sera annoncé une semaine plus tard à Valley Forge, en Pennsylvanie.

Selon Pat Buchanan, représentant de la droite républicaine, toujours en lice dans la course à la Maison Blanche, la décision de Ross Perot limite les chances de gagner de M. Dole et, à long terme, le parti de la Réforme «menace la viabilité du parti républicain».

Les tendances politiques des Afro-Américains

Selon les spécialistes des sondages, l'électorat noir américain serait plus conservateur que par le passé. Il n'est toutefois pas certain que cette tendance se traduise par un déplacement sensible des suffrages en faveur du parti républicain lors de l'élection présidentielle en novembre.

Il semblerait que les idées « conservatrices » aient gagné des adeptes dans les milieux afro-américains. Certains commentateurs tels que Shelby Steele et Thomas Sowell, dont les idées suscitent de nombreux débats, ont une influence grandissante. En outre, plusieurs organismes afro-américains associés au parti républicain ont vu le jour ces dernières années, le plus récent étant le comité d'action politique BAMPAC qui, selon le *New York Times*, aurait réuni des contributions totalisant près de un million de

dollars en faveur de candidats afro-américains. Créé par Alan Keyes, ex-candidat à la présidence, BAMPAC a financé une partie de la campagne de l'un des porte-parole des républicains noirs, Julius C. Watts, qui représente l'Oklahoma au Congrès depuis 1994.

D'après une étude effectuée il y a trois ans par le Joint Center for Political Studies (JCPS), l'un des principaux instituts de recherche en matière politique, un tiers des Afro-Américains se disent conservateurs. Plusieurs sondages réalisés depuis ont confirmé cette évolution.

David Bositis, maître de recherche au JCPS, reste néanmoins prudent. « Un électeur peut très bien avoir des opinions libérales ou conservatrices selon les questions sur lesquelles il est appelé à se prononcer. Telle attitude ne se traduit pas automatiquement par tel comportement en matière de vote ». En fait, estime David Bositis, le

tiers des Noirs américains ne votent pas conservateur, même s'il se déclarent comme tels.

Les résultats des élections présidentielles de 1992 semblent appuyer les conclusions de M. Bositis, les Afro-Américains ayant voté massivement pour le candidat démocrate.

Le Service de documentation du Congrès, qui est rattaché à la Bibliothèque du Congrès, apporte les précisions suivantes : en 1976, 83 % des Noirs américains se sont prononcés en faveur de Jimmy Carter contre Gerald Ford ; en 1980, ils ont voté dans la même proportion (83 %) pour Jimmy Carter contre Ronald Reagan ; quatre ans plus tard, 91 % des Afro-Américains ont apporté leurs suffrages à Walter Mondale contre Ronald Reagan ; en 1988, 89 % d'entre eux ont voté pour Michael Dukakis contre George Bush ; et en 1992, 83 % ont voté pour Bill Clinton contre George Bush. ■

La FEC : un contrôle strict

« Les Américains ont attendu près de 200 ans pour établir une Commission électorale et il a fallu le scandale de Watergate pour convaincre le Congrès de la nécessité d'un tel organisme », fait remarquer Brian Hancock, spécialiste des élections à la Commission électorale américaine (FEC).

Organisme de réglementation indépendant créé en 1974, la FEC est chargée de l'application des lois sur le financement des campagnes électorales. Contrairement à ce qui existe dans d'autres démocraties, la Commission n'organise pas d'élections. Sa mission consiste à informer le public sur le financement des campagnes et sur le Fonds de la campagne présidentielle, à faire paraître des règlements et des avis consultatifs et à enquêter sur les litiges relatifs auxdites lois. Les six membres de la Commission sont nommés par le président des Etats-Unis pour un mandat de six ans, et représentent à proportion égale les partis démocrate et républicain. L'organisation proprement dite des

élections – au niveau municipal, des Etats ou national – est assurée par le Bureau des élections qui sert d'agent de liaison entre le gouvernement central et celui des Etats. La Commission n'a pas autorité pour invalider une élection ou « disqualifier » un candidat. Elle peut en revanche imposer des amendes s'il est démontré qu'un candidat n'a pas respecté les lois sur le financement.

Les règlements de la Commission sur les dépenses électorales sont stricts. Les candidats à une élection ne doivent pas dépenser plus que les contributions qu'ils ont reçues de particuliers, d'organismes privés, de comités d'action politique ou de partis politiques pendant l'année de l'élection.

Ce qui importe, c'est l'issue d'une élection, souligne Brian Hancock. « Quel que soit le groupe qui organise ou surveille un scrutin, les électeurs doivent avoir la conviction qu'il n'y a pas de fraude, et que tous les candidats ont les mêmes chances devant les urnes. »

Une approche commerciale coordonnée

« LES PAYS AFRICAINS ONT ENTAMÉ LEUR INTÉGRATION À L'ÉCONOMIE MONDIALE EN DEVENANT SIGNATAIRES DE L'ACCORD D'URUGUAY. LE PLUS DIFFICILE RESTE À FAIRE PUISQU'IL S'AGIT D'ÉLIMINER LES TARIFS DOUANIERS ET LES BARRIÈRES NON TARIFAIRES AU COMMERCE, TANT AUX ÉTATS-UNIS QU'EN AFRIQUE. » POUR AIDER CES PAYS, LE REPRÉSENTANT DÉMOCRATE JIM McDERMOTT, L'UN DES FONDATEURS DU GROUPE PARLEMENTAIRE DE PROMOTION DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE (AFRICAN TRADE AND INVESTMENT CAUCUS) CRÉÉ EN MARS DERNIER, A PROPOSÉ UNE POLITIQUE COMMERCIALE COORDONNÉE ET GLOBALE À L'ÉGARD DES PAYS SUBSAHARIENS. CETTE PROPOSITION EST ACTUELLEMENT À L'ÉTUDE AU CONGRÈS.

les petites et moyennes entreprises africaines, en particulier dans les secteurs agroalimentaire et manufacturier, et celles dirigées par des femmes.

Il n'est pas question de réduire les programmes de l'USAID en matière de santé, d'éducation, de promotion de la démocratie ou de règlement des conflits pour financer ces initiatives, a tenu à préciser Jim McDermott. Un certain nombre de pays africains ont encore besoin de l'aide traditionnelle au développement, et cette assistance économique demeure elle-même un complément nécessaire aux efforts déployés par ces pays pour devenir des partenaires économiques viables.

Cette proposition concerne dans l'immédiat une quinzaine de pays qui ont entrepris de restructurer leur économie et qui sont dotés d'une société civile solide. Sa mise en place serait vraisemblablement coordonnée aux programmes de réformes de la Banque mondiale. « Tous les autres mécanismes visant à aider les pays qui ne répondent pas encore à ces critères resteront en place », a ajouté M. McDermott.

L'aide que Washington apporte à l'Afrique sert traditionnellement à répondre aux besoins en infrastructure et à aider les victimes de catastrophes, mais elle est peu axée sur l'expansion du secteur privé, a déclaré Jim McDermott. Or, « la mise en place d'un secteur privé dynamique ne peut que favoriser le développement à long terme du continent. »

Pour parvenir à cet objectif, la proposition du groupe parlementaire de promotion des échanges avec l'Afrique (ATID) s'articule autour de trois initiatives concrètes :

- La mise en place d'une zone de libre-échange entre les États-Unis et l'Afrique d'ici à 2010. C'est la première étape, souligne Jim McDermott, du processus de négociation qui débouchera sur des relations commerciales mutuelle-

ment bénéfiques.

- La création d'un Forum de coopération économique et commerciale, inspiré de l'Initiative de coopération économique d'Asie et du Pacifique (APEC), qui servira de cadre à des réunions annuelles et auquel le secteur et les organisations non gouvernementales pourront participer.

- L'élaboration d'une politique de partenariat en matière de commerce et d'investissement, qui porterait sur l'agriculture, les infrastructures, l'allègement de la dette et l'assistance technique.

Ce programme de partenariat serait en partie financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID). L'ATID propose en outre la création de fonds d'investissement privés destinés à aider

Des priorités mieux définies

Si la proposition de l'ATID a suscité un certain enthousiasme au Congrès, M. George Moose, secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires africaines, a montré un optimisme prudent. « Au cours des vingt dernières années, de nombreux programmes de développement ont été proposés et mis en œuvre en Afrique. Pour que les efforts futurs aboutissent à des résultats concrets, il est primordial de respecter voire de contrebalancer les priorités. » En raison de l'importance donnée au secteur privé,

l'initiative du représentant McDermott mérite néanmoins l'attention soutenue que lui accordent les spécialistes du développement, a-t-il souligné.

Les pays africains ne peuvent pas s'engager sur la voie de la croissance si on ne les aide pas. « Il faut donc encourager les efforts entrepris dans le domaine des réformes économiques, car tous les espoirs de progrès dépendent de cette première étape. » La participation accrue de la femme dans le déve-

loppement est essentielle, et il importe aussi de favoriser la coopération régionale, a ajouté le responsable américain. Des pays comme le Bénin ou le Ghana « ne peuvent pas réaliser leur plein potentiel à moins d'élargir leurs activités dans un espace économique plus vaste ». Les mesures prises pour assurer l'intégration des économies africaines au marché mondial constituent un aspect essentiel de la politique du gouvernement américain, a souligné M. Moose.

Favoriser le développement des marchés locaux

Depuis le début du siècle, les Etats-Unis sont pratiquement les plus importants fournisseurs d'aide alimentaire. Lorsque le Congrès a procédé récemment à l'examen de la politique agricole américaine, il a indiqué qu'une part croissante du budget d'aide alimentaire serait dorénavant destinée aux pays mettant en œuvre les réformes qui leur permettront de parvenir à l'autosuffisance. Dans l'immédiat, les changements apportés à la législation agricole signée par le président Clinton en avril dernier ne modifient que quelques aspects de la politique d'aide des Etats-Unis, et les programmes existants, jugés efficaces et utiles tant par les Démocrates que les Républicains, sont maintenus.

Vivres pour la Paix

Depuis sa promulgation en 1954, la loi 480 ou « Vivres pour la paix » a vu ses objectifs changer au fil du temps. Dans les années 1960, la politique d'aide alimentaire visait à améliorer le développement et la nutrition. A la fin des années 1970, les programmes ont été ajustés afin de favoriser la sécurité alimentaire, approche qui comprend l'aide au développement, la recherche agricole et l'aide alimentaire. Au cours de la dernière décennie, les PVD ont été de plus en plus encouragés à mettre en œuvre des réformes agricoles et économiques. Les divers programmes de la loi 480 restent pratiquement inchangés et sont renouvelés pour les sept prochaines années.

Dans le cadre du **Titre I**, qui est administré par le département de

l'agriculture (USDA), les PVD ont la possibilité de souscrire des prêts à taux préférentiel sur trente ans pour financer l'achat de produits agricoles américains, qui peuvent ensuite être revendus afin de générer des fonds et promouvoir la croissance économique. En vertu de la nouvelle législation, ces ventes peuvent être faites non seulement à des gouvernements étrangers mais à des particuliers. « Un contrat de deux à trois millions de dollars passé avec une entreprise privée risque d'avoir une influence bien plus importante sur le développement du marché que s'il était conclu avec un gouvernement », affirme August Schumacher, administrateur du service agricole à l'étranger de l'USDA.

Administré par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le **Titre II** prévoit le don de denrées alimentaires de base dans le cadre d'opérations humanitaires ainsi que pour des besoins de développement à plus long terme. Dans la majorité des cas, les organismes d'assistance tels que le Programme alimentaire mondial distribuent les produits directement aux populations ou les vendent afin de générer des devises locales.

Aux termes de la nouvelle loi, les organisations privées peuvent bénéficier du produit de la vente des denrées dans un pays et les utiliser pour financer des projets de développement dans un autre. Le montant minimum de denrées alimentaires de base non essentielles destinées à la vente pour devises locales passe de 10 à 15%. Les niveaux minimum d'assistance jusqu'à

l'an 2002 sont maintenus au niveau de 1995, soit 2 025 000 tonnes pour l'ensemble des dons alimentaires d'urgence en vertu du Titre II, et 1 550 000 tonnes pour l'assistance alimentaire.

Par ailleurs, Washington a augmenté sa contribution annuelle aux frais administratifs de transport et de livraison de l'aide alimentaire en faveur des organismes humanitaires internationaux. Le montant des dépenses américaines à ce titre devrait plus que doubler, passant de 13,5 millions à 28 millions de dollars par an.

En 1995, Washington a donné l'équivalent de plus de 860 millions de dollars de produits alimentaires de base en vertu du Titre II.

Le **Titre III**, également administré par l'USAID, permet l'octroi de subventions de gouvernement à gouvernement afin de renforcer le développement économique et la sécurité alimentaire dans les pays les moins développés. L'Ethiopie figurait au nombre des pays bénéficiaires en 1995.

L'objectif de l'aide alimentaire n'est pas seulement de mettre fin aux famines, souligne M. Brian Atwood, administrateur de l'USAID, mais d'aider les pays bénéficiaires à parvenir à un stade de développement qui leur permettra de produire ou d'acheter suffisamment de denrées pour subvenir à leurs besoins.

Autres programmes renouvelés

Créé en 1985, le programme « Vivres pour le progrès » permet d'attribuer des denrées alimentaires de base

à des pays ayant engagé des réformes agricoles orientées vers l'économie de marché. La loi de 1996 autorise la participation d'organisations intergouvernementales et d'agences de commercialisation.

Les crédits accordés au programme «Agriculteur à agriculteur», qui permet à l'USDA d'envoyer des agriculteurs américains travailler avec leurs homologues à l'étranger, sont en légère hausse.

Les pays dits «marchés naissants» peuvent désormais bénéficier de cette assistance au même titre que les PVD.

Mise en place au début des années 1980 par le département de l'Agriculture pour faire face aux pénuries alimentaires, la Réserve de blé a été élargie afin d'inclure d'autres denrées de base. Une grande partie des demandes proviennent de l'Afrique où les besoins en riz, maïs et sorgho sont plus importants que ceux en blé.

KANSAS CITY : CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'AGRICULTURE

Pendant de nombreuses années, le gouvernement américain a apporté en matière agricole et commerciale.

une aide aux «nouveaux démocrates». Aujourd'hui, l'accent est mis sur les marchés naissants, a fait observer le secrétaire à l'Agriculture Dan Glickman, lors de la conférence qui a réuni en juillet dans la capitale du Missouri de nombreux représentants gouvernementaux



et spécialistes des pays industrialisés et des nations en développement. Dans le cadre du programme des marchés naissants, dix millions de dollars seront versés sur une période de sept ans à un certain nombre de pays – dont l'Afrique du Sud – sous forme d'assistance technique

«L'expérience a montré que les secteurs agricoles productifs favorisent la croissance économique dans les PVD, en améliorant les revenus et la stabilité politique», a déclaré le responsable américain.

Les marchés doivent rester ouverts afin que les produits alimentaires puissent être achetés jusqu'aux pays importateurs, a souligné Dan Glickman. Par ailleurs, Washington «continuera à offrir son aide aux pays qui en ont besoin» et poursuivra les programmes de recherche existants en vue d'améliorer la productivité et la fertilité des sols.

Sécurité alimentaire, aide et développement

Le Sommet sur la sécurité alimentaire mondiale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) se tiendra à Rome (Italie) en novembre prochain dans une atmosphère de crise imminente en termes d'approvisionnement. L'importance du secteur céréalier – il contribue pour près de 80% à l'aide alimentaire – et les intentions des pays donateurs en matière d'aide suscitent l'attention de nombreux spécialistes. Per Pinstrup-Andersen, directeur de l'Institut international de recherche sur la politique alimentaire (IFPRI), estime qu'il est possible de mettre fin à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et à la dégradation des ressources naturelles à condition de prendre les mesures appropriées.

La croissance démographique, conjuguée à une rapide urbanisation et au changement des habitudes alimentaires, entraînera une augmentation de la demande alimentaire d'environ 80% de 1990 à 2020 dans les PVD, tandis que la demande mondiale en céréales progressera d'environ 55%. La demande concernant la consommation de viande dans ces pays enregistrera une augmentation de 160% tandis que la demande mondiale progressera de 75%. Ces augmentations considérables exerceront de fortes pressions sur la production et la commercialisation.

Les recherches montrent qu'en 2020 le blé et le maïs seront les principales céréales que devront importer les PVD. Or, les réserves mondiales de

céréales ont sensiblement diminué au cours des dix dernières années. Selon les estimations de la FAO et du département américain du Commerce, ces stocks ne représentent

L'IFPRI est un organisme de recherche privé, à but non lucratif, ayant son siège à Washington. Il a été créé en 1975 afin d'identifier et analyser les mesures permettant de satisfaire de manière durable les besoins alimentaires des PVD. Il est l'un des seize organismes internationaux de recherche financés par le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI).

Selon les statistiques de l'IFPRI, 800 millions de personnes (soit 15% de la population mondiale) dont 185 millions d'enfants d'âge préscolaire souffrent de malnutrition.

actuellement que 14% environ de la consommation mondiale, proportion inférieure à ce qu'elle était pendant la crise alimentaire de 1973.

L'importance de la recherche agronomique

Il est essentiel que la recherche ait pour résultat la réduction du prix unitaire à la production afin que les denrées alimentaires soient accessibles aux consommateurs à faibles revenus. Les recherches effectuées sur la «révolution verte» ont permis de réduire de 30% environ le coût de production d'une tonne de riz.

Pour améliorer les rendements, on doit avant tout disposer de meilleures informations concernant l'ampleur de la dégradation des sols et ses effets sur la productivité. En Afrique du Sud, des mesures doivent être prises pour lutter contre l'épuisement des éléments nutritifs de la plupart des terres agricoles. De manière générale, l'utilisation actuelle des engrais en Afrique subsaharienne est insuffisante pour remédier à l'épuisement des sols et assurer l'accroissement de production dont la région a besoin. Il va sans dire que la disponibilité de l'eau et l'irrigation sont capitales, et des recherches plus approfondies s'imposent pour améliorer l'utilisation efficace de cette ressource. Une productivité plus élevée ne sera toutefois possible que si l'on accélère les investissements dans la recherche agricole. Les PVD à faible revenu dépensent moins de 0,5% de la valeur de leur production agricole dans la recherche, alors qu'ils devraient y consacrer 2%.

Domaines d'action

L'IFPRI a identifié six grands domaines d'action.

– Renforcer de manière sélective la capacité des gouvernements des PVD à prendre les mesures appropriées – par exemple établir les droits de propriété et encourager la

concurrence – et les aider à se désengager de certaines activités susceptibles d'être gérées plus efficacement par le secteur privé.

– Augmenter l'aide aux populations démunies. Il faut assurer à tous les individus l'accès à l'enseignement, aux soins médicaux de base, à l'eau potable et à l'hygiène, faire participer les femmes aux décisions économiques, élargir l'accès aux ressources productives et développer l'emploi.

– Accélérer la productivité. Les recherches de l'IFPRI montrent qu'il existe un lien étroit entre l'accroissement de la productivité agricole et la croissance économique. Les PVD devraient dans un premier temps augmenter leurs dépenses pour la recherche agricole de 1% de la valeur de leur production.

– Assurer la durabilité du développement agricole et la bonne gestion des ressources naturelles, améliorer la distribution de l'eau, enrayer la dégradation des sols, réduire l'utilisation des pesticides chimiques et réhabiliter les pêcheries maritimes. La majorité des pauvres des PVD vivent

dans des zones rurales ayant un potentiel agricole mais défavorisées par une pluviosité irrégulière et des sols fragiles. Il serait souhaitable d'augmenter les crédits destinés à la recherche agricole concernant les zones les moins favorisées.

– Trouver les moyens de réduire le coût de commercialisation des denrées alimentaires, en particulier pour les PVD à faible revenu.

– Réorienter l'aide internationale au développement. Il y a quelques années, les pays industrialisés s'étaient engagés à consacrer au moins 0,7% de leur produit national brut à l'aide à l'étranger, mais seulement un petit nombre d'entre eux ont respecté cet objectif. En fait, l'aide extérieure à l'agriculture, tant multilatérale que bilatérale, a considérablement décliné en termes réels au cours des dix dernières années. Etant donné le lien étroit qui existe entre l'aide étrangère au développement agricole et la création de marchés d'exportation pour les pays donateurs, il est dans l'intérêt non seulement des pauvres mais des bailleurs de fonds d'inverser cette tendance. ■

RWANDA : AUGMENTATION DE LA PRODUCTION VIVRIÈRE

Selon une étude effectuée en juin par la FAO et le Programme alimentaire mondial, la production vivrière rwandaise devrait augmenter de 15% en 1996 par rapport à l'année dernière.

Les experts attribuent ces résultats à l'accroissement des terres cultivées du fait du retour des réfugiés et à l'amélioration de la sécurité dans le pays. En outre, les terres qui étaient en jachère les deux dernières années ont eu un rendement nettement supérieur. Près de 600 000 personnes, soit 9% de la population, auront néanmoins besoin d'une aide alimentaire.

Le retour à une productivité normale ou au moins aux rendements obtenus en 1990 est entravé par la pénurie de semences de qualité, d'engrais et de pesticides. A plus long terme, il faut songer à la remise en état de tout le secteur agricole, souligne la FAO. «L'aide internationale sera particulièrement importante pour relancer la production de café et de thé et le secteur de l'élevage.» Actuellement, 43% environ de l'ensemble de l'aide alimentaire est consacré à la reconstruction de logements et à la remise en état du secteur agricole et de l'infrastructure dans les régions rurales.

Dans le cadre d'une récente initiative des donateurs en faveur du Rwanda, les Etats-Unis se sont engagés à verser 40 millions de dollars afin d'aider le pays à se redresser après les conflits dévastateurs de 1994.

Le G7 allège la dette des pays pauvres

« IL EST MAINTENANT ACQUIS QUE LA RÉDUCTION DE LA DETTE DES PAYS LES PLUS PAUVRES DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE STRATÉGIE CONCERTÉE, ET CET ALLÈGEMENT AIDERA CES NATIONS À POURSUIVRE LEURS RÉFORMES ET LEURS EFFORTS DE DÉVELOPPEMENT DE MANIÈRE POSITIVE », A AFFIRMÉ M. ROBERT RUBIN, SECRÉTAIRE AMÉRICAIN AU TRÉSOR, QUI AVAIT ACCOMPAGNÉ LE PRÉSIDENT BILL CLINTON AU SOMMET DU G7, TENU FIN JUIN À LYON (FRANCE). LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE MAIS AUSSI L'ÉCLATEMENT HORS DES FRONTIÈRES DE PROBLÈMES MAJEURS (LA CRIMINALITÉ, LA PROPAGATION DES MALADIES INFECTIEUSES ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT) ONT AMENÉ LES DIRIGEANTS DES SEPT GRANDES PUISSANCES – ÉTATS-UNIS, FRANCE, ALLEMAGNE, JAPON, ROYAUME-UNI, ITALIE ET CANADA – À ANALYSER LES MOYENS LES PLUS SUSCEPTIBLES D'AIDER LES PAYS PAUVRES, POUR LA PLUPART EN AFRIQUE, À UTILISER PLUS EFFICACEMENT LEURS RESSOURCES. LE G7 A DÉCIDÉ D'ALLÉGER D'AVANTAGE LA DETTE DE CES PAYS, INITIATIVE DONT LE COÛT SERA RÉPARTI ENTRE LES CRÉANCIERS BILATÉRAUX (CLUB DE PARIS) ET LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES MULTILATÉRALES (BANQUE MONDIALE ET FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL). AU TOTAL, L'EFFORT CONSENTI PAR L'ENSEMBLE DES CRÉANCIERS DEVRAIT PERMETTRE À UNE QUINZAINE DE PAYS D'ÉCONOMISER 6 À 7 MILLIARDS DE DOLLARS DE REMBOURSEMENT DE DETTES.

Sans entériner le projet d'effacer la totalité de la dette des dix pays les plus endettés, les Sept ont demandé aux pays créanciers du Club de Paris « d'aller au-delà des termes de Naples » (un sommet du G7 s'y est tenu en 1994), qui prévoient le plafonnement du rééchelonnement de la dette à 67 % des échéances. La Banque mondiale avait proposé en mars dernier que le Club de Paris élargisse son schéma de refinancement de la dette jusqu'à 90 % pour les pays ayant un niveau d'endettement jugé insupportable. Pour sa part, la Banque est disposée à consacrer 500 millions de dollars à l'allègement de la dette en 1997 et, par la suite, 200 millions de dollars sur sept ans.

En ce qui concerne la dette contractée par ces pays auprès des institutions internationales, les participants au sommet de Lyon ont également pris l'engagement de pérenniser la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR), l'un des principaux instruments dont dispose le FMI pour accorder des prêts à des taux proches de 0%. Estimant que le financement de la remise de dette doit provenir essentiellement des ressources

du FMI, le G7 a invité ce dernier à optimiser la gestion de ses actifs. Tous les membres du G7, à l'exception de l'Allemagne, sont d'avis que le FMI pourrait vendre une partie de ses réserves en or, investir le produit de cette vente et en affecter les dividendes au financement de la réduction de la dette, au titre de la FASR. Cette décision, qui a d'ores et déjà l'aval du directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, devra être approuvée par le conseil d'administration du Fonds et fera l'objet d'un vote dans quelques mois lors de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale.

Mieux surveiller les risques du marché

Au cours du sommet économique, les Sept ont accordé une attention particulière à la transformation sans précédent de l'économie mondiale provoquée par l'expansion du commerce et des investissements, l'accroissement des mouvements de capitaux et la dissémination rapide de l'information.

Face à ces mutations, les dirigeants ont souligné la nécessité de stabiliser le système monétaire mon-

dial et de poursuivre les efforts accomplis dans la lutte contre l'inflation et la réduction des déficits.

Ces dernières années, les flux financiers ont connu une progression fulgurante. Les opérations sur actions et obligations au sein des pays du G7 sont passées de 35 % du PIB en 1985 à 140 % dix ans plus tard. Avec le développement de l'innovation financière et de systèmes de communication toujours plus performants, les banques ont multiplié leurs transactions. Les crises financières récentes – l'effondrement du peso mexicain et la faillite de la banque anglaise Barings – ont fortement ébranlé les marchés mais, grâce en partie à l'intervention des États-Unis et du FMI, les conséquences de ces désastres ont pu être limitées. Le G7 s'est engagé « à assurer au FMI les ressources suffisantes pour qu'il puisse remplir ses missions au service de la stabilité monétaire ».

Les membres du G7 ont demandé à leurs ministres des Finances de déterminer, d'ici au prochain sommet annuel, qui se tiendra à Denver (Colorado), les modalités qui permettraient d'améliorer la coopération entre les autorités nationales

chargées de la surveillance et de la réglementation des transactions bancaires et boursières. Dans le cadre de cette collaboration, « de nouvelles priorités s'imposent afin de renforcer le système financier international, en particulier en resserrant la gestion des risques et en améliorant la transparence des nouveaux marchés financiers », a souligné M. Rubin.

Evoquant les progrès affichés par l'économie américaine, le secrétaire au Trésor a souligné que dix millions d'emplois ont été créés en moins de quatre ans, le taux de chômage étant stabilisé à environ 5 % contre 10 % pour la plupart des pays européens. Le taux d'inflation est pratiquement le plus bas depuis une trentaine d'années et les taux d'intérêt sont maintenus dans une fourchette modérée.

Dans le communiqué publié à l'issue du sommet économique, les membres du G7 ont invité les pays dont les économies en expansion disposent de ressources financières accrues à se joindre à leur groupe afin de partager les responsabilités du processus de mondialisation.

Renforcer la lutte contre le terrorisme

Au lendemain de l'attentat sur la base aérienne de Dhahran, en Arabie saoudite, qui a coûté la vie à dix-neuf soldats américains, le président

UN G7 ÉLARGI?

Depuis sa création en 1975, le G7 est un forum d'échanges informels sur les questions économiques du moment, auxquelles s'est ajoutée dès le début une dimension politique.

Cette année à Lyon, le sommet officiel a été suivi d'une réunion à laquelle ont participé les membres du G7 et les responsables de quatre organisations internationales : Michel Camdessus, directeur général du FMI, James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations Unies, et Renato Ruggiero, président de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

Depuis le démantèlement du mur de Berlin en 1989, le G7 ne s'est ouvert que sur la Russie, du moins pour son ordre du jour politique. Les chefs d'Etat et de gouvernement qui étaient réunis à Lyon représentent encore les deux tiers de l'activité économique mondiale et la moitié des flux commerciaux, mais ils n'ignorent pas l'importance grandissante d'autres zones à forte croissance comme la Chine, l'Inde et le Brésil, dont les économies pèsent plus lourd que celle de la Russie. Le Groupe des Sept ne doit-il pas s'ouvrir aux nouveaux acteurs de la mondialisation, demandent un nombre croissant d'observateurs.

Bill Clinton a affirmé son intention de mobiliser ses partenaires du G7 sur la lutte contre le terrorisme. Une réunion des ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur de ces pays est prévue vers la fin juillet. Dans une déclaration élaborée « à l'unanimité », les Sept ont réaffirmé leur engagement à lutter contre ce « défi majeur à la sécurité de la société dans son ensemble ». En invitant les autres nations à unir leurs forces pour « faire obstacle aux activités des terroristes et de ceux qui les soutiennent », ils ont adopté une série de mesures destinées à réduire les actes criminels.

Les membres du G7 renforceront

la coopération judiciaire et partageront notamment des informations sur les demandes d'extradition et les accords multilatéraux concernant l'extradition des terroristes et autres criminels ainsi que sur la lutte contre le blanchiment de l'argent. Des efforts seront déployés pour encourager un nombre croissant de pays à adopter des lois sur la saisie et la confiscation des biens des terroristes et pour démanteler les réseaux leur apportant un soutien. Des mesures concrètes seront également prises pour prévenir l'utilisation, à des fins terroristes, des bases de données électroniques des gouvernements et des institutions financières. ■

La dette africaine en chiffres

Selon la Banque mondiale, la dette extérieure de l'Afrique est très élevée par rapport aux ressources du continent. En 1995, l'endettement de l'Afrique subsaharienne, qui est passé de 212,4 milliards de dollars fin 1994 à 223,1 milliards de dollars en 1995, a augmenté de 5 % et représente 11 % de l'endettement total des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Les dix plus gros emprunteurs, dont le Nigéria et l'Afrique du Sud, totalisent à eux seuls 68 % de la dette non amortie.

Pour les quarante pays très endettés – trente-deux en Afrique dont la Côte d'Ivoire, le Congo et le Cameroun – l'encours de

la dette atteignait 207 milliards de dollars fin 1994, et équivalait à 434 % des exportations et à 111 % du PNB.

La part de la dette bilatérale atteint 63 %, celle multilatérale 21 % et celle de la dette privée 16 %. La composition de la dette privée est très différente selon les pays. La dette privée à court terme dépasse 40 % pour la Côte d'Ivoire et la Sierra Léone alors que seize pays doivent plus de 60 % de leur dette aux créanciers bilatéraux. Pour huit autres pays – Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Ghana, Libéria, Rwanda et Ouganda – les obligations multilatérales totalisent plus de la moitié de la dette.

Un rôle nouveau pour la femme africaine

LA PROMOTION DU STATUT DES FEMMES AFRICAINES ET LEUR AVANCEMENT DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE SONT DES PRIORITÉS DE WASHINGTON EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT. C'EST SUR CE THÈME QUE S'EST RÉUNIE RÉCEMMENT LA SOUS-COMMISSION SÉNATORIALE DES AFFAIRES AFRICAINES, QUI A CONVIÉ À SES DÉBATS PLUSIEURS SPÉCIALISTES DE L'AFRIQUE, NOTAMMENT MME PRUDENCE BUSHNELL, SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINTE AUX AFFAIRES AFRICAINES, CAROL PAISLEY, L'UNE DES RESPONSABLES DU BUREAU DE L'AFRIQUE À L'USAID, ET JUDITH ANN MAYOTTE, CONSEILLÈRE AU DÉPARTEMENT D'ÉTAT SUR LES QUESTIONS RELATIVES AUX POPULATIONS ET AUX RÉFUGIÉS.

« C'est dans les jeunes démocraties que les femmes sont les plus nombreuses à participer à la vie de leur pays, a déclaré Prudence Bushnell, à la veille de son départ pour le Kenya où elle sera l'ambassadeur des Etats-Unis. En revanche, elles sont le moins représentées dans les pays où le gouvernement continue à avoir une influence centrale sur la société. » A mesure que le processus de démocratisation a gagné du terrain et que les gens ont eu la possibilité d'élire leurs représentants et de participer à la gestion de leurs collectivités, on a vu davantage de femmes prendre le devant de la scène, a ajouté Mme Bushnell. Elles ont commencé à s'intéresser à la vie politique et à assumer des postes de responsabilité dans le secteur privé, en particulier dans les organisations non gouvernementales (ONG).

Partenaires du développement

Dans le domaine politique, le nombre de femmes occupant des postes élevés est en hausse, mais le chiffre total demeure modeste. En Ouganda, les fonctions de vice-président ont été confiées à une femme, Mme Specioza Kazibwe, laquelle est déterminée à faire avancer la cause féminine. A Sao Tomé et Príncipe, la première femme à

briguer la présidence a obtenu 14% des voix au premier tour et elle s'est présentée au second tour du scrutin en juillet. Au Kenya, des femmes ont annoncé leur intention de former un parti politique dont la mission sera de faire avancer les intérêts des groupes défavorisés. Actuellement, seulement 10% environ des membres du parlement des pays d'Afrique subsaharienne sont des femmes.

Les femmes qui souhaitent entreprendre des activités politiques se heurtent à plusieurs obstacles, a fait observer Mme Bushnell, notamment un manque de connaissances politiques, plus particulièrement en ce qui concerne leurs droits et leurs devoirs civiques fondamentaux, l'insuffisance de capitaux pour faire campagne ou financer des ONG, ainsi que les traditions qui ont tendance à les confiner dans un rôle effacé.

Si le gouvernement américain souhaite favoriser la participation des femmes d'Afrique en tant que partenaires du développement, ce rôle n'est pas toujours considéré comme essentiel par les sociétés africaines. Néanmoins, la contribution féminine au développement durable de l'Afrique est considérable. Les femmes ont un rôle prépondérant dans l'agriculture – ce sont elles qui assurent la plus grande partie de la production alimentaire et

de la commercialisation des denrées – et dans le secteur non structuré de l'économie. « Tous les programmes créés pour protéger l'environnement, maîtriser la croissance démographique et favoriser le développement économique en Afrique doivent tenir compte de leur participation, » affirme la responsable américaine. Par ailleurs, il ne faut pas négliger le « rôle capital des femmes dans la gestion des conflits », car ce sont elles, avec les enfants, qui sont les principales victimes des guerres.

Pour une sécurité économique accrue

Il y a un lien direct entre les conférences internationales comme celle de Pékin sur les femmes et le fait que les Africaines et les associations féminines sont devenues des forces dont le rôle est bien défini dans l'avenir de l'Afrique, estime Mme Carol Paisley. Ces réunions leur ont donné la possibilité de se concerter, d'approfondir leurs connaissances et de se donner, à elles-mêmes et à leurs associations, une légitimité nouvelle. L'USAID a fait œuvre de pionnier en ce qui concerne l'élaboration de programmes sensibles aux besoins des femmes, et l'Agence « continuera de promouvoir l'émancipation des Africaines et à les aider à réaliser leur potentiel en tant que

forces économiques, sociales et politiques du développement. »

Outre les activités organisées au niveau national et international visant à améliorer les compétences de parlementaires, d'avocates et de militantes afin de donner aux dirigeantes les moyens d'encourager la pleine participation des femmes à la vie de leur pays, l'USAID a également mis en place de nombreux projets sectoriels en faveur du développement. Actuellement, les deux tiers des bénéficiaires des prêts consentis par l'Agence dans le cadre de la création de microentreprises sont des femmes. Les responsables de l'USAID, qui sont présents sur le terrain, sont « à l'écoute des Africaines » : celles-ci souhaitent, dans leur majorité, bénéficier d'une sécurité économique accrue. L'Agence a œuvré à la promotion des débouchés dans l'agriculture, secteur qui fait travailler le plus grand nombre d'entre elles. Ainsi, les Malawiennes ont maintenant accès au marché lucratif des petites exploitations de tabac. En Ouganda, le taux de rendement agricole a augmenté, et les producteurs de vanille, dont les trois quarts sont des femmes, ont vu leur revenu progresser de plus de 25 %. Les autres activités de l'USAID en faveur des populations féminines reflètent le rôle prépondérant qu'elles jouent dans le domaine de la santé, notamment la survie de l'enfant, la nutrition, la planification familiale et la prévention du sida.

En ce qui concerne l'enseignement, des projets d'éducation de base ont été mis en place dans huit pays – Bénin, Ethiopie, Ghana, Guinée, Malawi, Mali, Namibie et Ouganda – dans le but de faire adopter des réformes susceptibles de lever les obstacles à l'échelon national tout en privilégiant une collaboration directe avec les collectivités locales. Le projet-pilote lancé au Malawi avec le concours de la Ban-

que mondiale pour accroître la fréquentation scolaire des fillettes a exigé le soutien et la participation des parents, des enseignants et des collectivités. Les résultats ont été excellents, le nombre de fillettes inscrites à l'école en 1995 ayant nettement augmenté et leur taux d'abandon scolaire a été inférieur à celui des garçons. Ce modèle de mobilisation sociale est maintenant utilisé dans soixante-douze villages du Malawi.

Une mission de paix

Le rôle des femmes africaines est en pleine mutation et, pourtant, un grand nombre d'entre elles sont encore victimes de conflits armés et sont contraintes de fuir leur maison ou leur pays pour survivre. Même dans un camp de réfugiés, elles ne sont pas en sécurité. La distribution des vivres, généralement effectuée par des hommes, est inéquitable et entraîne un taux de malnutrition élevé parmi la population féminine. En outre, les besoins des réfugiées en matière de soins, qu'il s'agisse de leur état général ou de leur santé génésique, donc essentiels à leur survie, sont souvent négligés. « Il faut donner aux réfugiées les moyens de s'instruire et d'acquérir des compétences spécifiques afin de réduire leur insécurité et leur dépendance », affirme Judith Ann Mayotte du département d'Etat.

La protection des femmes et leur accès à l'assistance sont indissociables, et elles doivent participer à la création et à la mise en œuvre des programmes qui leur sont destinés. Grâce à l'action menée par des organismes comme la Commission féminine pour les femmes et les enfants réfugiés, on s'emploie à concrétiser et à rendre opérationnelles les lignes directrices du Haut Commissariat relatives à la protection des réfugiées.

Les femmes prises dans le chaos de la guerre et de la violence trou-

vent néanmoins les moyens de transformer la société par la réconciliation. En Sierra Léone, les femmes se sont mobilisées pour la paix et la tenue d'élections libres. Selon M. James Jonah, président de la Commission électorale de ce pays, « les élections, qui ont abouti à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement civil n'auraient pas eu lieu sans l'intervention des groupes féminins qui ont mobilisé la population en l'encourageant à soutenir la paix et le processus démocratique ».

Avec l'aide de l'UNIFEM (Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes) et de l'AFWIC (African Women in Conflict), les Africaines de nombreux pays œuvrent en faveur de la paix dans le continent. Leurs missions les ont entraînées au Rwanda et au Burundi, au Soudan et au Mozambique. « Il est essentiel de soutenir les tentatives faites par les Africaines pour élargir leur rayon d'action dans le domaine de la résolution des conflits et de la prévention des crises, et ne pas laisser leurs efforts se perdre », a souligné avec vigueur Mme Mayotte.

En Afrique du Sud, la réconciliation a eu lieu non seulement parce que MM. Nelson Mandela et Frederick De Klerk ont forgé ensemble une solution mais aussi grâce aux efforts constants de milliers de Sud-Africaines qui se sont engagées, en vertu de l'Accord national de paix signé en 1991, dans « un processus de rapprochement qui a fait gagner du temps lors des négociations ».

Il faut maintenant aider le Mozambique, l'Angola, l'Erythrée et l'Ethiopie à faire face aux conséquences dévastatrices de dizaines d'années de guerre. La tâche la plus ardue consiste à promouvoir les conditions propices à la paix, dans les domaines social, économique et politique. « A tous ces égards, nos meilleures alliées sont les femmes, et les Africaines nous montrent la voie à suivre. » ■

Washington renforce la lutte contre les maladies infectieuses

La résurgence de certaines maladies infectieuses et l'apparition de nouvelles infections virales dans les nations en développement et dans les pays industrialisés inquiètent les spécialistes de la santé publique mais aussi les hommes politiques. Le gouvernement du président Bill Clinton a pris une série de mesures audacieuses afin de renforcer la coopération internationale et lutter plus efficacement contre cette menace grandissante, qui ne s'arrête pas aux frontières des Etats.

Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), près de dix-sept millions de personnes meurent chaque année de maladies infectieuses telles que le paludisme, la dengue, le choléra, la tuberculose et le sida. L'accroissement des mouvements de population et des échanges, le surpeuplement des villes et le manque de salubrité favorisent leur propagation mais, fait non moins important, de nouvelles souches de virus résistant aux traitements se sont développées ces dernières années.

Le paludisme fait chaque année plus d'un million de victimes – pour la plupart des enfants – sur les 250 à 450 millions de cas cliniques. Avec plus de trois millions de

décès par an, la tuberculose est la principale cause de mortalité chez l'adulte, et les cas ont considérablement augmenté depuis une dizaine d'années, notamment en raison de la propagation du virus d'immuno-déficience humaine (VIH). Outre le sida, une trentaine de maladies nouvelles ont été identifiées depuis 1973, plus récemment la fièvre hémorragique d'Ebola. Si les villes des pays pauvres sont les plus touchées, on constate également une augmentation considérable du taux de mortalité dû aux maladies infectieuses dans les pays industrialisés, y compris

aux Etats-Unis.

«Les nations ne peuvent prospérer que si leurs citoyens sont en bonne santé et Washington continuera à faire de la lutte contre les maladies infectieuses la pierre angulaire de sa politique de développement durable», a souligné le vice-président Al Gore en présentant les mesures prises par le gouvernement américain. Ce programme, qui s'articule autour de quatre grandes lignes, vise principalement à mettre en place un mécanisme mondial de surveillance et de suivi des maladies infectieuses et à renforcer les activi-

LA RECHERCHE SUR LE CHOLÉRA PROGRESSE

On savait que le vibron cholérique, une bactérie normalement inoffensive qui se propage dans l'eau, devient virulente lorsqu'elle acquiert des gènes d'autres souches porteuses de toxines qui provoquent la diarrhée mortelle associée au choléra. Jusqu'à présent, on ignorait comment ce transfert de gènes se produisait.

Selon les conclusions de recherches publiées récemment dans la revue *Science*, un bactériophage peu commun serait porteur du gène codeur de la toxine du choléra. Les chercheurs de la faculté de médecine de l'université Harvard à Boston ont découvert que le gène responsable de cette toxine, situé sur un fragment génétique distinct (le CTX), pouvait être transmis à des cellules saines sans qu'il y ait de contact entre les bactéries, ce qui semblerait indiquer la présence d'un virus.

Il s'agit maintenant de savoir quelle direction donner à la recherche pour élaborer un vaccin. Selon Stephen Richardson, microbiologiste au Centre médical de l'université Wake-Forest à Winston-Salem (Caroline du Nord), il existe 150 souches de bactéries cholériques mais, jusqu'à une date récente, seules les souches appartenant à un principal biotype étaient impliquées dans les pandémies. Les scientifiques estiment néanmoins que cette nouvelle découverte pourra faciliter la mise au point de souches de vaccins qui résisteront à l'infection par le bactériophage.

Pour la première fois depuis cent ans, une épidémie de choléra s'est déclarée en Amérique du Sud en janvier 1991. A la fin de l'année, 370 000 cas avaient été dénombrés et près de 4 000 décès enregistrés en Amérique du Sud, en Amérique centrale et aux Etats-Unis.

tés des organismes compétents du gouvernement en matière de santé publique.

Des mesures concrètes

En premier lieu, les Etats-Unis s'engagent à appuyer les démarches internationales visant à mobiliser les ressources nécessaires dès l'apparition d'une maladie infectieuse. Un groupe de travail comprenant des spécialistes américains a été créé afin de mettre sur pied un réseau mondial d'alerte rapide et d'information sur ce type de maladies. Ce réseau permettra de recueillir des données dans le monde entier, d'élaborer des politiques et des stratégies communes et par conséquent d'améliorer la prévention et accélérer l'intervention thérapeutique. «Le plus important, lorsqu'une épidémie se déclare, c'est de faire parvenir le plus rapidement possible les diagnostics, les médicaments et les vaccins à la région qui en a besoin», a souligné le docteur James Hughes, du Centre épidémiologique d'Atlanta (CDC). Le deuxième volet du programme consiste à augmenter les budgets consacrés à la recherche sur les maladies infec-



tieuses et à former des spécialistes, notamment dans les domaines du diagnostic et des soins. Malgré de sévères contraintes budgétaires, Washington a quadruplé le budget de l'Institut national de la Santé et pour 1997, le gouvernement a prévu de doubler le budget que le CDC consacre aux maladies infectieuses. En outre, six laboratoires de recherche du département de la Défense à l'étranger participeront à la formation du personnel sur place. Dans le cas de l'aide à l'étranger, Washington maintiendra les programmes visant à renforcer les infrastructures médicales locales.

Troisièmement, face aux restrictions budgétaires auxquelles sont confrontés de nombreux gouvernements, une collaboration plus étroite avec le secteur privé sera encouragée afin de permettre le financement de projets relatifs à la prévention et au traitement de ces maladies.

La dernière partie du programme consiste à élargir le mandat des agences du gouvernement américain, telles que le CDC, afin qu'elles puissent renforcer leurs activités de prévention et de traitement des maladies infectieuses. ■

LA MESAB :

ACCROÎTRE LES COMPÉTENCES HUMAINES

La Medical Education for South African Blacks (MESAB), organisation non gouvernementale américaine dont la mission principale est d'accroître le nombre de Noirs dans les professions médicales, a reçu une subvention de 227 000 dollars de la Fondation Kellogg. Ces fonds permettront de financer le programme de parrainage d'étudiants en médecine de la MESAB, qui fonctionne depuis six ans.

Créée en 1985, la MESAB, qui a ses bureaux à Rockville (Maryland), aide les Sud-Africains à renforcer leur infrastructure de soins et leurs compétences dans le domaine médical. Outre le programme de bourses destinées principalement aux Noirs qui se destinent à la médecine et le programme de parrainage, l'association gère également des stages de perfectionnement pour les sages-femmes en milieu rural. Il y a actuellement en Afrique du Sud sept cents boursiers de la MESAB dans vingt-cinq établissements d'enseignement. En dix ans, la MESAB a aidé plus de 2 500 jeunes Sud-Africains à réaliser leur ambition : devenir médecins.

UN RÉSEAU ÉLECTRONIQUE POUR LUTTER CONTRE LE SIDA

Procaare, programme électronique de lutte antisida, a inauguré son site mondial sur Internet au début du mois de juillet. Grâce à ce programme, qui fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre à la manière d'une conférence permanente, chercheurs et médecins praticiens peuvent échanger, en un temps record et à peu de frais, des informations sur la propagation, le traitement et la prévention de la maladie.

Créé par Satellite Inc., organisme de Boston qui met en place des communications électroniques et des services d'information pour les spécialistes de la santé des PVD, Procaare est le résultat d'une collaboration multiple entre chercheurs, notamment du Harvard AIDS Institute, de la Commission européenne sur le sida et de l'Institut ougandais de recherche sur les infections virales.

Chercheurs et médecins peuvent s'abonner gratuitement à Procaare, qui est disponible sur Healthnet, réseau mis au point par Satellite Inc. à l'intention des spécialistes de la santé d'une trentaine de pays. «Les pays en développement sont souvent confrontés à une pénurie de moyens et ont rarement accès à des informations sur les traitements les plus adaptés. Les médecins du Zimbabwe pourront ainsi consulter leurs confrères zambiens, par exemple, pour traiter leurs patients», affirme le docteur Rammick Xavier, de l'Hôpital général du Massachusetts à Boston, et codirecteur de Procaare.

Les professionnels de la santé souhaitant s'abonner à Procaare doivent envoyer un message électronique (E-mail) à l'adresse suivante : majordomo@usa.healthnet.org, en mentionnant «subscribe procaare».

Habitat II : préparer l'avenir des villes

A lors que la Terre ne comptait que dix pour cent de citoyens au début du siècle, la moitié de la population mondiale sera concentrée dans les villes en 2005. Lors de la deuxième conférence internationale sur les établissements humains – Habitat II –, qui s'est déroulée à Istanbul (Turquie) au mois de juin, experts et responsables politiques se sont interrogés sur les moyens de mieux gérer l'urbanisation accélérée de la planète, en particulier dans les pays du tiers monde où elle constitue une menace pour le développement. La réaffirmation du droit au logement et le rôle des autorités locales ont été les enjeux essentiels de ce sommet sur les villes et leur avenir.

Faire des centres urbains des lieux vivables pour tous et promouvoir leur rôle dans le développement, tel est le thème principal qui a réuni les délégations de 185 pays sous l'égide des Nations Unies. Dirigée par M. Henry Cisneros, secrétaire au logement et à l'urbanisme, la délégation américaine a souligné de manière énergique la nécessité de renforcer le processus du développement durable pour lutter contre la pauvreté. Il faut avant tout, a affirmé Michael Stegman, collaborateur de M. Cisneros, «protéger

les systèmes naturels dont dépendent la prospérité, le progrès social et la vie elle-même afin de parvenir à la justice sociale et à une meilleure stabilité politique».

Décentralisation

Toutefois, le secteur public ne peut seul tenter de résoudre les problèmes liés au développement économique, à la santé, au logement et à la protection de l'environnement.



L'expansion rapide des centres urbains africains comme Cotonou se fait au détriment de la qualité de la vie.

Les partenariats entre les gouvernements, les entreprises privées et les associations locales et non gouvernementales sont essentiels, a ajouté le haut responsable américain, tout autant que «la démocratie, la protection et la promotion des droits de l'homme sont indispensables à la création d'un environnement favorable dans les villes».

M. Stegman a salué les efforts du

secrétaire général de la conférence, le Gambien Wally N'Dow, visant à faire des organisations non gouvernementales des participants à part entière d'Habitat II.

En permettant aux maires, aux responsables d'organisations non gouvernementales et aux chefs d'entreprise de s'exprimer directement, le sommet d'Istanbul a mis l'accent sur la décentralisation et l'importance des collectivités rurales dans l'aménagement urbain, rompant ainsi avec les solutions globales et centralisées qui avaient été prônées en 1976 à Vancouver lors de la première conférence sur les habitats humains. «Ce sont les municipalités qui connaissent le mieux leurs besoins, et les stratégies de revitalisation des agglomérations urbaines doivent tenir compte de la planification et de la prise de décisions au niveau local pour obtenir des résultats durables», a affirmé M. Stegman.

Un logement pour tous

Egalement au centre des débats, le droit au logement – partie intégrante des droits fondamentaux de l'homme – a été réaffirmé dans la Déclaration d'Istanbul. M. Stegman a pour sa part encouragé les représentants des pays participants à «enta-

mer un dialogue sur les obligations des divers partenaires dans le processus de renforcement des institutions, tant dans la société civile qu'à tous les niveaux des pouvoirs publics».

Les Etats signataires ont affirmé leur volonté de «préserver la diversité des établissements humains afin de promouvoir la solidarité entre les peuples» ainsi que leur engagement vers la réalisation pleine et progressive du droit au logement tel qu'il est reconnu par les accords internationaux. Les gouvernements s'engagent aussi à rechercher «la participation active de tous les partenaires publics et privés, à tous les niveaux, pour assurer la sécurité juridique de la propriété, la protection contre toutes les discriminations et l'accès égal à un logement convenable et accessible pour tous les individus et leurs familles», et à améliorer l'accès à la propriété foncière et au crédit.

Lutter contre la précarité et les inégalités

Les villes, carrefours de compétences et d'innovation, peuvent favoriser le progrès économique et social, mais l'urbanisation croissante et souvent anarchique accentuera les difficultés que connaissent déjà certaines grandes agglomérations pour fournir des logements, des services de santé, des moyens de transport

« Les villes ne sont pas seulement des lieux de catastrophe sociale ; ce sont des endroits où se joue notre survie. »

Wally N'Dow
Secrétaire général de la conférence Habitat II

adéquats ainsi que des emplois à leurs habitants. Actuellement, quatorze villes ont plus de dix millions d'habitants et il existe quelque trois cents villes de plus d'un million de personnes.

Auparavant limitée aux pays développés dont elle a accompagné la croissance économique, l'expansion urbaine touche principalement les pays en développement (PVD). Les villes s'accroissent plus vite en Afrique que partout ailleurs, principalement en raison de l'exode des populations rurales cherchant à échapper à la pauvreté. Or, celle-ci devient de plus en plus un problème urbain. La proportion d'Africains vivant en zone urbaine est passée de 14,7% en 1950 à 34% en 1994.

Actuellement, 70% de la population de Dar es-Salaam (Tanzanie), ainsi que les trois quarts de celle de Nairobi (Kénya) et de Conakry (Guinée) vit dans des quartiers totalement dépourvus des services essentiels.

«Préparer l'avenir des villes exige l'adoption de mesures politiques coordonnées, affirme pour sa part Mme Nafis Sadik, directeur du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Cela signifie une stratégie du développement, la mise en œuvre d'une politique démographique et l'accroissement des investissements dans les services sociaux de base comme la santé – notamment pour réduire la mortalité maternelle et infantile, promouvoir le planning familial et enrayer les maladies infectieuses – ainsi que l'éducation, en particulier pour les jeunes filles et les femmes.»

L'un des autres défis du sommet d'Istanbul consistera à trouver des financements supplémentaires pour répondre aux besoins urgents en matière d'infrastructures urbaines et lutter contre l'habitat précaire. Il sera sans doute nécessaire de faire plus largement appel au secteur privé mais aussi de réorienter l'aide internationale pour les enjeux urbains. Actuellement, seulement 3% des budgets est consacré aux villes. ■

L'USAID : UN PARTENARIAT PLUS ÉTROIT AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

L'Agence des Etats-Unis pour le développement international s'est associée à deux organismes privés – Childreach, membre de Plan International, et la Cooperative Housing Foundation (CHF) – afin d'améliorer les conditions de vie de près de sept millions d'enfants issus de familles démunies dans quarante pays. Fondée sur l'engagement de l'USAID envers le développement durable, cette initiative repose également sur l'expérience de Plan concernant le bien-être de l'enfance ainsi que la vaste expertise de la CHF en matière d'urbanisme et de responsabilisation des collectivités. Ce triple

partenariat permettra de faire appel aux ressources et aux connaissances de plusieurs organisations – institutions financières, coopératives et organismes à but non lucratif.

Dans le cadre de son programme de logement, l'USAID appuie des projets d'habitation destinés aux groupes à faible revenu et de réhabilitation de quartiers, en particulier l'adduction d'eau et l'assainissement. Créé en 1961, ce programme, entièrement financé par le secteur privé américain, a permis d'investir plus de 2,5 millions de dollars dans quarante pays.

Corruption : une bataille discrète qui fait de plus en plus de bruit

par Raymond Bonner

Les deux années passées au Kenya en tant que directeur des opérations à la Banque mondiale ont fini par convaincre Peter Eigen de ce qu'il avait entrevu en Amérique latine : la corruption est endémique et, à tout le moins, constitue une grave menace pour le développement. Puisque la Banque mondiale consacrait des milliards de dollars au développement, il semblait tout naturel qu'elle devait attaquer de front le problème.

Les confrères de Peter Eigen en Afrique en avaient également vu assez. Lors d'une réunion de la Banque au Swaziland en 1990, Peter Eigen suggéra que la Banque collabore avec les gouvernements et les multinationales pour élaborer un code d'éthique, et sa proposition reçut une réponse enthousiaste. La direction de la Banque demanda cependant à Peter Eigen de ne plus songer à ce projet, la lutte anticorruption n'entrant pas dans le mandat de l'institution. Peter Eigen décida alors de prendre sa retraite et, en 1993, il créa à Berlin, sa ville natale, une organisation non gouvernementale, Transparency International, dont la mission était de « débarrasser la société de la corruption ».

La réprobation morale de la corruption n'est pas un phénomène nouveau. Selon M. John Noonan, juge fédéral à la Cour d'appel de San Francisco et membre du Comité consultatif de Transparency International, les premières interdictions, couchées sur tablettes, remontent à quelque quatre mille ans.

Contrairement à Amnesty International ou à Human Rights Watch qui ont fondé leur efficacité en mettant directement en cause les gouvernements, TI exerce une « diplomatie discrète ». Parce qu'elle espère changer les pratiques des pouvoirs publics et des entreprises privées, TI a toujours fait valoir qu'elle ne cherchait pas à enquêter sur les actes de corruption ni même à les exposer au grand jour.

Sa soudaine notoriété mondiale ne fut pas à la convenance de tous les membres du Conseil d'administration. Au printemps 1995, la revue *Der Spiegel* annonçait que TI avait établi un classement des pays selon leur état de corruption, d'après des rapports fournis par des hommes

d'affaires et des experts en risques. C'était précisément le genre d'informations que le frileux Conseil d'administration ne voulait pas publier. En revanche, certains membres de l'association, persuadés qu'un rayon de lumière était le meilleur désinfectant, se félicitèrent de l'aubaine. Il n'y avait en effet plus aucune raison de ne pas divulguer ces informations. Présenté sous forme de rapport annuel, le dernier indice de corruption, paru en juin, place la Nouvelle-Zélande et le Danemark en tête des pays où la corruption est la moins répandue, le Nigéria, le Pakistan et le Kenya arrivant en fin de liste.

En 1995, TI disposait d'un budget de plus de 500 000 dollars, dont un

TRANSPARENCY INTERNATIONAL

TI fonde son action contre la corruption dans les transactions internationales en établissant un dialogue constructif avec les membres des gouvernements, des entreprises privées et d'organisations qui se consacrent au développement. Outre un vaste programme d'information comprenant séminaires et conférences, l'organisation a mis en place des services spécialisés, notamment de comptabilité et de rédaction de projets de lois, afin d'aider les gouvernements à agir de manière efficace contre la corruption.



Aux Etats-Unis, TI appuie la mise en pratique des recommandations formulées par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et travaille en collaboration avec les départements d'Etat et du Trésor. Fritz Heimann, président de la section américaine, participe actuellement à la révision des règles de conduite concernant l'extorsion et la corruption, en collaboration avec la Chambre internationale de commerce.

Présente dans plusieurs pays africains, TI a des bureaux en Afrique du Sud, en Gambie, au Kenya, au Nigéria, en Ouganda et en Tanzanie. D'autres associations sont actuellement en formation au Bénin, au Botswana, au Malawi, en Namibie et au Zimbabwe.

tiers financé par des firmes comme General Electric, IBM, Pfizer, Nestlé et Westinghouse. Les responsables de l'association craignent que le fait d'accepter des dons du secteur privé ne laisse la porte ouverte aux critiques et mette en question son intégrité et sa vigilance. Ce n'est pas le souci principal de Peter Eigen. «Ce qui nous préoccupe, souligne-t-il, ce sont les dons des autorités publiques.»

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) apporte une aide financière à TI, ainsi que plusieurs gouvernements européens. Une subvention de 10 000 dollars versée par l'Équateur en 1993 suscita une vive polémique lorsqu'il s'est avéré que la somme provenait d'un compte secret, géré par le vice-président équatorien, M. Alberto Dahik, ferme partisan de la lutte anticorruption dans son pays et

président du Comité consultatif de TI. Soumis à une enquête, M. Dahik s'est démis de ses fonctions et vit maintenant en exil au Costa Rica.

Trois ans après sa création, TI est présente dans 52 pays. La section américaine, établie à Washington, est la plus importante. Les grandes entreprises privées et le gouvernement des États-Unis y exercent une certaine influence dans le souci d'égaliser le terrain pour les sociétés américaines. La loi de 1977 sur la corruption à l'étranger – seule législation de ce genre existant dans les pays industrialisés – interdit le versement de pots-de-vin aux fonctionnaires étrangers.

Il n'est pas toujours aisé de travailler avec des antennes aussi différentes, remarque Peter Eigen avec tact. «Il est extraordinaire qu'elles soient restées sous la même tutelle, en particulier la puissante et très soli-

daire section américaine.» Mais c'est en Europe que la tâche de TI est la plus lourde.

En Allemagne ainsi que dans la plupart des pays européens, il est formellement interdit à une entreprise privée de soudoyer un membre du gouvernement ; en revanche, rien ne lui interdit «d'acheter» un fonctionnaire d'un pays étranger. En outre, en Allemagne, en Grèce, au Luxembourg et en Belgique, les dessous-de-table versés à l'étranger peuvent être déduits des impôts. Ailleurs, en France par exemple, les pots-de-vin sont considérés comme des frais professionnels dont une partie seulement est déductible du revenu imposable, restriction que Peter Eigen ne trouve guère digne d'éloge. ■

Reproduit avec l'autorisation du *New York Times*. Copyright © 1996 The New York Times Company.

Ennemie du développement

Dans son ouvrage intitulé *Bribes**, le juge John Noonan décrit la corruption comme un problème essentiellement éthique. Cet aspect moral obscurcit souvent les questions pratiques, c'est-à-dire l'élaboration et la mise en œuvre de mesures anticorruption.

Les grandes organisations internationales ont à plusieurs reprises recommandé l'adoption de pratiques commerciales honnêtes et transparentes. Dans un nombre croissant de pays, les médias, les organisations non gouvernementales et les dirigeants politiques demandent des réformes qui responsabilisent davantage les hommes politiques. En raison de ses profondes conséquences sociales, économiques et politiques, la corruption due aux responsables publics constitue l'un des grands défis auxquels sont confrontés les gouvernements des pays en développement. En Afrique, certains pays ont adopté une politique de lutte contre la corruption qui a abouti à des résultats

variables. D'autres ont fait appel à Transparency International pour mettre en place des programmes concrets.

Pour sa part, le nouveau président de la Tanzanie, M. Benjamin Mkapa, qui avait fait de la corruption l'un des thèmes majeurs de sa campagne électorale, a créé une commission anticorruption après avoir publié ses revenus et la valeur de ses biens personnels. Présidée par M. Joseph Warioba, ancien Premier ministre, la commission est chargée d'identifier les comportements illicites dans les transactions commerciales et de présenter ses recommandations en vue de supprimer les zones d'ombre ou les lacunes de la législation existante. «D'autres dirigeants ont pris des mesures similaires, montrant que l'exemple personnel est beaucoup plus convaincant que les froides exigences de la loi», a souligné Peter Eigen.

Les représentants de vingt-cinq ONG d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe se sont réunis à Usa River, près d'Arusha, afin de déterminer comment la lutte anticorruption peut être intégrée à leurs activités.

* Paru chez McMillan, New York, 1984.

La protection de la faune africaine

Aux Etats-Unis comme en Afrique, la loi de 1988 sur la protection de l'éléphant d'Afrique et celle de 1994 sur la conservation du rhinocéros votées par le Congrès sont considérées comme absolument nécessaires pour préserver la faune sauvage du continent. Pour mieux évaluer l'efficacité de cette législation, la Sous-Commission de la Chambre des représentants sur la pêche, la faune et la flore a récemment invité des responsables des secteurs public et privé à faire part de leurs impressions. Spécialistes américains et africains ont apporté leur soutien à ces mesures et ont souligné l'importance de programmes gérés localement.

Selon le représentant de Californie, M. Anthony Beilenson, l'un des auteurs de la législation de 1988, «c'est en grande partie grâce à ce texte que les pays africains ont réussi à ralentir le déclin des populations

d'éléphants». Depuis la promulgation de la loi il y a huit ans, quarante-huit projets de conservation ont été entrepris dans dix-sept pays, permettant de sauver quelque 200 000 animaux.

En 1979, l'Afrique comptait près de 1,3 million de pachydermes. Il n'en restait guère plus de 600 000 six ans plus tard, principalement en raison d'un braconnage intense qui alimentait le commerce international de l'ivoire et, sur une plus petite échelle, le marché américain. Signée en 1989 par le président Bush, l'interdiction d'importer de l'ivoire des pays africains a encouragé la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES) à inscrire l'éléphant d'Afrique sur la liste des animaux dont le commerce est interdit. En 1992, le Congrès a prorogé jusqu'au 30 septembre 1998 la loi sur la protection de l'éléphant d'Afrique. «Grâce au rôle primordial des Etats-Unis et à leur contribution financière, tous les pays de parcours ont maintenant des plans spécifiques de protection de l'éléphant à court et à long termes», a souligné M. Beilenson.

Pour l'année budgétaire 1997, la Commission du budget de la Chambre des représentants a relevé le montant des crédits affectés au Fonds de protection de l'éléphant, qui passe ainsi de 600 000 dollars à un million de dollars. Les éléphants jouent un rôle important dans leur habitat naturel, et leur protection, en encourageant de bonnes techniques de gestion, a un effet multiplicateur sur les mesures de conservation de l'environnement.

Le Fonds de protection du rhinocéros a été également augmenté et disposera d'un budget de 400 000

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES) a été signée en 1973 et est entrée en vigueur le 1er juillet 1975. A l'heure actuelle, cent trente et un pays sont signataires de cet accord. La mission de la CITES consiste à établir un dispositif international susceptible d'assurer la protection de certaines espèces végétales et animales menacées ou en voie d'extinction par suite de l'exploitation commerciale qui en est faite. Pour s'acquitter de sa mission, la CITES a prévu une procédure d'inscription des espèces menacées et la mise en place d'un régime international de permis qui permet de suivre de près le commerce portant sur ces espèces.

La prochaine conférence de la CITES aura lieu en juin 1997, à Victoria Falls, au Zimbabwe.

dollars contre 200 000 dollars l'année précédente. Toutes les espèces de rhinocéros sont inscrites dans la CITES, a rappelé M. Beilenson, mais en raison «de croyances populaires concernant les propriétés curatives de la corne du rhinocéros, l'élimination du commerce de ce produit est complexe et difficile, en particulier dans certains pays asiatiques». Au cours des dix dernières années, le nombre des rhinocéros a diminué à un rythme alarmant. Les rhinocéros noirs d'Afrique, estimés à 65 000 individus en 1970, sont maintenant moins de 2 000.

«Au net recul du braconnage se sont ajoutés l'effondrement du prix de l'ivoire et la réduction du com-

POPULATION D'ÉLÉPHANTS EN AFRIQUE

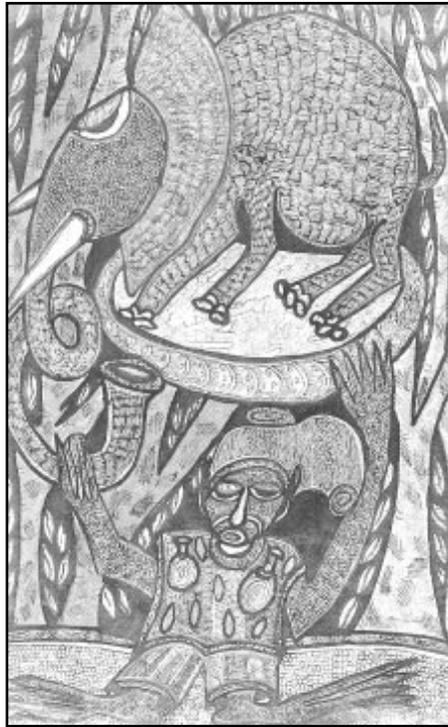
Pays	1987	1995
Zaire	145 000	83 600
Tanzanie	100 000	98 200
Gabon	76 000	82 000
Congo	61 000	32 500
Botswana	51 000	80 174
Zimbabwe	43 000	82 000
Zambie	41 000	33 000
Soudan	40 000	44 500
Kénya	35 000	26 400
Cameroun	21 000	17 200
RCA	19 000	9 300
Mozambique		14 900
Namibie		12 000
Afrique du Sud		10 000
Total	632 000	625 774

Source : African Elephant Specialist Group

merce de ce produit après l'interdiction, ainsi que la stabilisation de la population de pachydermes dans nombre de pays où elle était menacée», a noté M. Marshall Jones, directeur adjoint des affaires internationales au service américain des pêches, de la faune et de la flore.

Si les membres de la CITES ne sont guère disposés à lever l'interdiction qui frappe l'utilisation de l'ivoire à des fins lucratives, on constate en revanche un certain mécontentement dans les pays d'Afrique australe qui possèdent d'importants stocks d'ivoire et de peaux provenant d'animaux tués par des braconniers ou morts naturellement.

Convenant de la nécessité de programmes de conservation adéquatement financés, M. Matthew Matemba, coordinateur du secteur de la faune et de la flore à la SADC (Communauté pour le développement de l'Afrique australe) et directeur des réserves naturelles du Malawi, a fait remarquer que les textes de loi de 1988 et 1994 «reposent sur l'engagement d'appuyer dans les pays africains les programmes de conservation des espèces qui sont gérés par eux». L'expérience a montré, a ajouté M. Matemba, que les programmes «visant à aider les



Twins Seven Seven

Etats et les collectivités locales à gérer les ressources naturelles dans le contexte social, culturel et économique approprié sont ceux qui ont les plus grandes chances de réussir».

Le Malawi et d'autres pays africains «adoptent de plus en plus fréquemment de nouveaux modèles de conservation» axés sur les pro-

grammes des collectivités locales, dont «la réussite dépend en grande partie de l'existence de marchés pour les produits tirés de la faune et de la flore sauvages». Lorsque les incitations commerciales existent, les efforts locaux de conservation permettent d'accroître les terres dont ont besoin les espèces sauvages, estime M. Matemba. En Afrique australe, certaines réserves, qui étaient des zones écologiquement isolées, sont devenues le noyau de systèmes naturels. «Sans marché légal pour les produits d'animaux sauvages, les propriétaires fonciers et leurs locataires sont moins enclins à tolérer, et à plus forte raison à encourager la présence de telles espèces sur leurs terres.»

Pour sa part, M. David Murchison, de la Fondation pour la faune et la flore d'Afrique australe, qui a administré des bourses octroyées au Zimbabwe, à la Zambie, à la Tanzanie et au Botswana en vertu de la loi de 1988, a cité un projet mis en route dans certaines régions du Zimbabwe frappées par la sécheresse et dans le cadre duquel des éléphants moribonds avaient été transférés dans des lieux plus hospitaliers. Un millier de pachydermes ont ainsi pu être sauvés. □

Une collaboration naturelle

La coopération entre les organisations non gouvernementales (ONG) et l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a permis de renforcer la protection de l'environnement en Afrique, affirme M. Michael Wright, président de la Fondation pour la protection de la faune et de la flore africaines. Forte de cinquante mille membres américains, la Fondation soutient des mesures de protection de la faune en Afrique orientale et australe.

La stratégie de l'USAID (qui consacre environ 80 millions de dollars par an aux programmes écologiques de l'Afrique) est particulièrement efficace dans la lutte pour la conservation des fragiles mi-

lieux naturels des pays africains, souligne M. Wright. «L'action du gouvernement américain a été essentielle car elle a permis de concentrer l'attention sur les problèmes écologiques à long terme du continent.»

Par ailleurs, la perception du rôle respectif des pouvoirs publics et des citoyens en matière d'environnement est en train de changer dans le continent. En Afrique du Sud, au Mali et au Sénégal, l'environnement n'est plus du seul ressort du gouvernement. Par exemple, les fonctionnaires responsables de la gestion des forêts au Sénégal et au Mali ont délaissé leurs activités de contrôle en faveur d'une collaboration étroite avec les collectivités locales, auxquelles ils apportent un soutien technique.

Atlanta, capitale olympique



Atlanta 1996™

CENT ANS APRÈS LE RÉTABLISSEMENT DES JEUX OLYMPIQUES À ATHÈNES (GRÈCE) EN 1896, LE VILLAGE PLANÉTAIRE S'EST RETROUVÉ DANS LA CAPITALE DE LA GEORGIE DU 19 JUILLET AU 4 AOÛT POUR CÉLÉBRER LES XXVI^{ES} OLYMPIADES. PRÈS DE DEUX MILLIONS DE SPECTATEURS ONT ACCLAMÉ LES MEILLEURS ATHLÈTES DU MONDE DANS UNE GRANDE FÊTE COLORÉE, OÙ L'ESPRIT DE LA COMMUNAUTÉ DES NATIONS A SOUFFLÉ

« PLUS HAUT, PLUS FORT ». ÉVOQUANT LE PASTEUR MARTIN LUTHER KING, QUI A GRANDEMENT CONTRIBUÉ À LA NOTORIÉTÉ D'ATLANTA, LE PRÉSIDENT BILL CLINTON A TENU À RENDRE HOMMAGE À CES ATHLÈTES, « EXEMPLES VIVANTS DE CE QUE LES RÊVEURS SONT CAPABLES DE FAIRE AVEC LA PAIX ET LA LIBERTÉ, LA DÉTERMINATION ET L'ENGAGEMENT ENVERS UNE COMMUNAUTÉ UNIE ET NON DIVISÉE ».

Pôle de croissance économique, Atlanta est aussi le centre intellectuel et culturel du sud des États-Unis. Berceau du mouvement pour les droits civiques, Atlanta, dont la population est en majorité noire, arbore fièrement sa devise : « trop affairée pour haïr ». Siège de la firme Coca-Cola, la ville est aussi célèbre pour la chaîne d'information CNN et le Centre Carter, organisation indépendante qui œuvre pour la démocratie et la résolution des conflits, le développement et la santé dans le monde. Sa réputation internationale n'était donc plus à faire. Pour William Payne, président du comité d'organisation des JO d'Atlanta, les Jeux sont néanmoins un nouveau départ pour la ville, car ils permettront de mieux faire connaître le Sud des États-Unis. Avec un budget de 1,7 milliard de dollars, les Jeux ont été presque exclusivement financés par des fonds privés, en partie grâce au soutien de grandes entreprises. Autre innovation : la technologie a fait son entrée sur le stade. Après un siècle d'existence, les JO étaient accessibles sur Internet.

Les Jeux du centenaire

Plus de 10 700 athlètes représentant 197 nations se sont partagés 1 933 médailles, dans vingt-six disciplines.



En organisant le plus grand rassemblement sportif de tous les temps, Atlanta a associé son nom à un changement dans l'olympisme. La boxe mise à part, les Jeux de 1996, avec la participation de professionnels aux compétitions cyclistes, n'étaient plus réservés aux athlètes amateurs. Quatre disciplines ont été ajoutées aux vingt-deux existantes : le beach-volley, le VTT, le football féminin et le softball. Les XXe Jeux paralympiques pour handicapés physiques et visuels, qui se sont déroulés parallèlement aux JO, ont été pour la première fois télévisés et retransmis dans le monde.

Cette année, près de deux cents nations se sont rencontrées sur le stade olympique, et plusieurs d'entre elles ont bénéficié de l'aide des États-Unis pour s'engager sur la voie de la démocratisation. « Même les pays où l'œuvre de paix et de liberté

n'est pas terminée ont réalisé des progrès considérables, et ces progrès leur ont permis d'envoyer une délégation aux JO », a souligné le président Clinton.

Depuis les Jeux de Barcelone en 1992, vingt-six nouveaux membres se sont joints au mouvement olympique, qui compte maintenant plus de pays que l'Organisation des Nations Unies (ONU). En fait, le monde olympique déborde

aujourd'hui les frontières politiques. Ainsi se sont côtoyés à Atlanta les deux Corées, l'Iran et l'Irak, la Bosnie et la Yougoslavie, la Chine et Taiwan, Israël et la Palestine. Si certains athlètes représentaient leurs pays pour la première fois, d'autres – comme les Afghans – venaient de nations en guerre. Évoquant la trêve olympique qui, dans la Grèce antique, permettait aux athlètes et aux pèlerins de participer et d'assister aux Jeux en toute sérénité, le président de l'Assemblée nationale de l'ONU, M. Freitas do Amaral, avait demandé aux pays engagés dans des conflits de suspendre les hostilités. Malgré l'explosion d'une bombe dans le parc du Centenaire et quelques problèmes initiaux de logistique, participants et spectateurs s'accordent pour dire que les Jeux d'Atlanta resteront l'une des plus belles réussites dans les annales olympiques.

Les athlètes africains

En athlétisme, des champions du Nigeria, du Kenya de l'Afrique du Sud et de l'Ethiopie ont été salués. Haïlé Gébrésélassié, capitaine de la police d'Addis-Adéba, a fait une course limpide dans le 5 000 m et s'est imposé devant le Kenyan Paul Tergat. Autre point de mire des compétitions, le Namibien Frankie Fredericks a remporté la médaille d'argent dans le 100 m.

De nombreux athlètes africains étaient venus aux Etats-Unis pour y suivre un entraînement préolympique de haut niveau. Richmond, en Virginie, a reçu les basketteuses zairoises et des boxeurs camerounais. Des sportifs du Malawi, de la Guinée Equatoriale et du Kenya ont été accueillis à Hattiesburg (Mississippi). Des Ivoiriens, des Sud-Africains et des Tanzaniens sont venus préparer les Jeux à LaGrange, en Georgie.

Leroy Walker, président du Comité américain des JO, qui a préparé de nombreux athlètes améri-

cains à la compétition, a également entraîné les équipes nationales de plusieurs pays en développement, dont le Kenya et l'Ethiopie. « La contribution américaine a permis aux équipes de ces pays de devenir indépendantes sur le plan sportif. Nous avons

aussi aidé de nombreux athlètes étrangers dans plusieurs disciplines comme le football, le basket-ball et le handball. Je crois que nous avons contribué à améliorer la compétition sportive dans le monde. »

Les femmes dans les Jeux

Absentes à Athènes en 1986, les athlètes féminines représentaient à Atlanta plus du tiers des concurrents : 3 780 femmes ont pris part aux compétitions dans vingt-deux disciplines. La Britannique Charlotte Cooper – victoire en simple et double mixte de tennis en 1900 à Paris – est considérée comme la première championne olympique. Les premières nageuses apparaissent en 1912, les escrimeuses en 1924. Ce n'est que soixante ans plus tard, aux Jeux de Los Angeles, qu'a lieu le premier marathon féminin. Aux Etats-Unis, la pratique du sport féminin a changé totalement en 1972, année où le président Richard Nixon a signé une loi autorisant les femmes à obtenir des bourses d'études dans les universités, au même titre que les hommes. On a depuis assisté à la naissance de grandes équipes féminines de basket et de football notamment.

Cette année encore, les athlètes



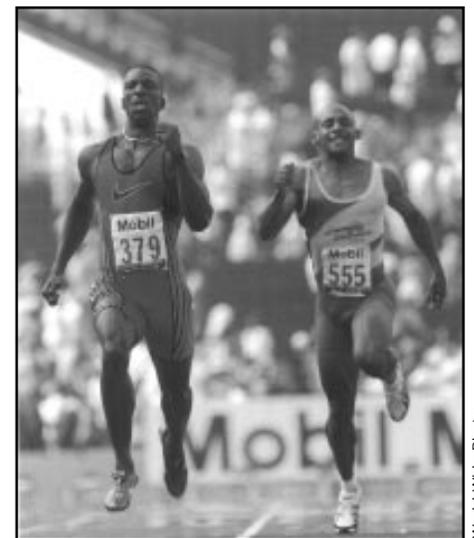
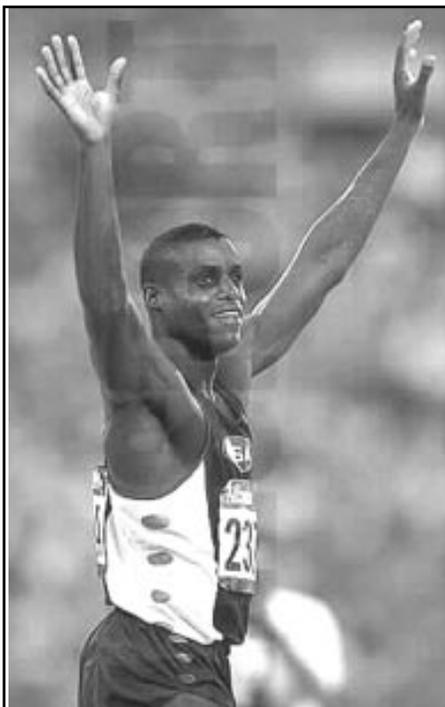
Après sa victoire dans le marathon féminin, Fatuma Roba laisse exploser sa joie.

féminines ont forcé l'admiration du public qui a notamment salué l'étonnante performance de la Syrienne Ghada Shouaa dans l'heptathlon, mais aussi la Française Marie-José Pérec (200 et 400 m), la Chinoise Wang Junxia (5 000 m), l'Américaine Gail Devers (100 m) et

l'Ethiopienne Fatuma Roba (marathon).

A Atlanta, qui passera le flambeau à Sydney (Australie) pour les Jeux de l'an 2000, les Etats-Unis accueillent les manifestations olympiques pour la quatrième fois, après Saint Louis en 1904 et Los Angeles en 1932 et 1984. Les JO d'hiver ont eu lieu trois fois sur le sol américain : Lake Placid (New York) en 1932 et 1980 et Squaw Valley (Californie) en 1960. Ils auront lieu à Salt Lake City (Utah) en 2002. ■

Acclamé par le public, l'Américain Carl Lewis remporte son quatrième titre olympique en saut en longueur.



Le texan Michael Johnson (à gauche) a réussi le doublé 400-200 m, battant le record du monde du 200 m, en 19"32.

World Wide Photos